

Partie 3
Chiffres clés concernant les acteurs de la traite et du trafic des êtres humains

INTRODUCTION

Myria a reçu les chiffres suivants de la part des six acteurs susceptibles de jouer un rôle dans le déroulement d'un dossier de traite des êtres humains en Belgique. Si ces acteurs sont également actifs dans le trafic d'êtres humains, les chiffres clés y relatifs ont également été communiqués.

Voici les six acteurs en question :
1. la police, avec des informations qui émanent de la Banque de données nationale générale ;
2. les services d'inspection sociale ;
3. le Collège des procureurs généraux, avec des informations relatives aux poursuites menées par les parquets ;
4. l'Office des étrangers (OE) ;
5. PAG-ASA, Payoke et Sürya : les centres spécialisés dans l'accueil des victimes ;
6. le Service de la Politique criminelle (SPC), avec des informations relatives aux condamnations.

Pour chacune de ces sources de données, nous proposons :
- une description de la nature et de l'origine des données ;
- une présentation des données, assortie d'un court commentaire ;
- le cas échéant : un commentaire analytique concernant la section des données en question ou des informations supplémentaires.

Étant donné que ces données proviennent des acteurs proprement dits, elles donnent un aperçu fidèle de leurs interventions et permettent d'en esquisser l'évolution dans le temps.

Cependant, les acteurs n'harmonisent pas leurs données entre eux. Il en résulte que ces données ne sont pas suffisamment utiles pour évaluer la politique et soutenir des analyses stratégiques. Ces manquements ont également un impact non négligeable sur les possibilités de rapportage aux institutions européennes.

1. DONNÉES POLICIÈRES

1.1. | Description des données

La police judiciaire fédérale fournit des informations sous forme de cartes, réalisées par des analystes stratégiques de la direction de la lutte contre la criminalité contre les personnes. Ces cartes sont élaborées sur la base de données disponibles dans la Banque de données nationale générale (BNG) de la police. Pour la quatrième année consécutive, la police utilise la même syntaxe, permettant d'esquisser l'évolution de l'intervention policière.

1.2. | Données relatives à la traite des êtres humains

1.2.1. | Présentation des données relatives à la traite des êtres humains

Figure 1. Infractions de traite des êtres humains par commune et par finalité d'exploitation

(Source : Banque de données nationale générale, Police)

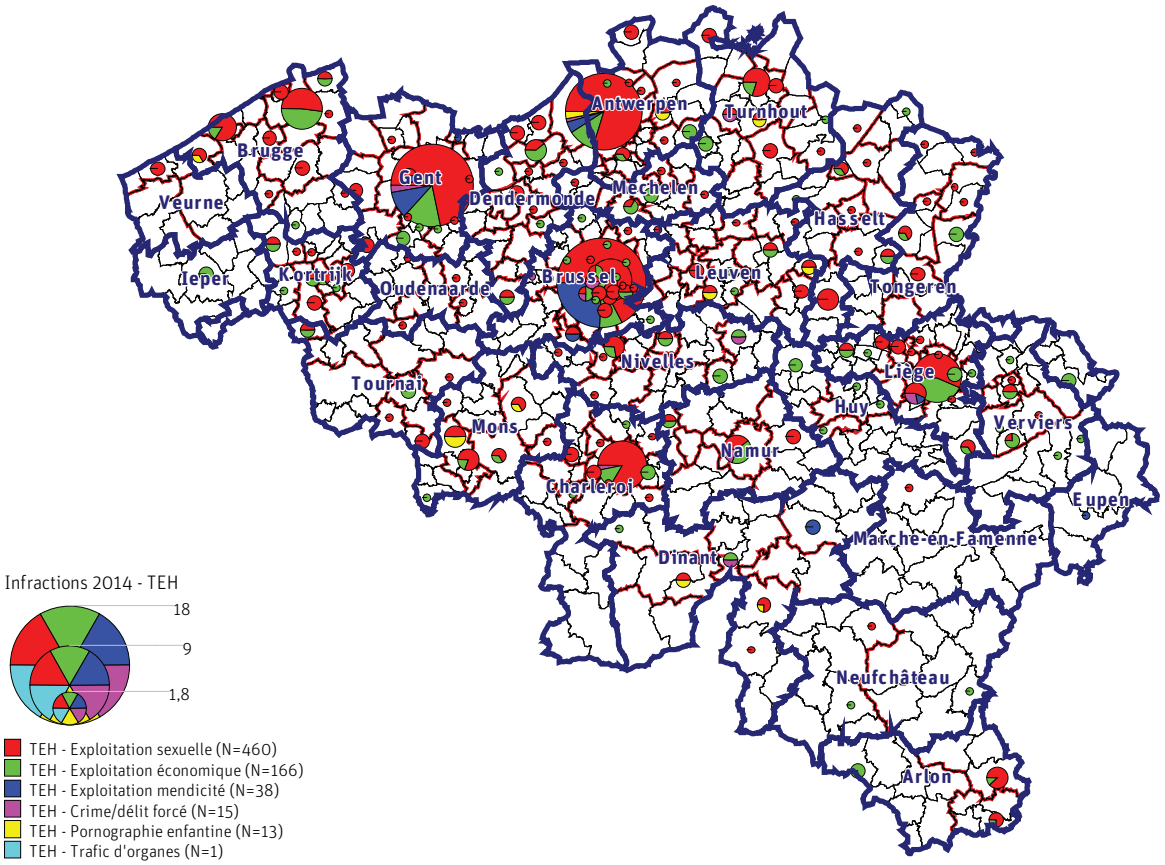


Tableau 1. Infractions de traite des êtres humains par année et par finalité d'exploitation (Source : Banque de données nationale générale, Police)

Année	Exploitation sexuelle	Pornographie enfantine	Exploitation économique	Mendicité	Criminalité	Trafic d'organes	Total
2011	481	85	333	47	10	1	**957**
2012	466	51	321	44	13	1	**896**
2013	586	201	273	33	14	1	**1.108**
2014	460	13	166	38	15	1	**693**

Constats et tendances

- L'exploitation sexuelle et l'exploitation économique demeurent les deux formes d'exploitation les plus répandues, mais sont au plus bas depuis 2011. En ce qui concerne l'exploitation sexuelle, il est question de 460 constats, niveau encore inférieur à celui de 2012. En ce qui concerne l'exploitation économique, on assiste même à une réduction de moitié par rapport à 2011.
- En ce qui concerne la mendicité et la contrainte à commettre une infraction, les deux formes d'exploitation les plus récentes, les chiffres sont relativement stables. Il s'agit une fois encore d'une quarantaine de cas d'exploitation de la mendicité (38) et d'une hausse minimale (de 14 à 15) pour la contrainte à commettre une infraction.
- Un seul fait de trafic d'organes a à nouveau été constaté.
- Les 13 constats établissant un lien entre la traite des êtres humains et la pornographie enfantine constituent une diminution majeure par rapport à 2013, mais aussi par rapport à 2011 et 2012. Dans le rapport annuel 2013 *Construire des ponts*, nous avons évalué ce chiffre exceptionnel de 2013 dans un commentaire.
- Même sans tenir compte des faits de pornographie enfantine, l'année 2014 reste l'année au nombre le plus faible de constats, depuis l'utilisation de la syntaxe actuelle dans la BNG.

Contrairement à 2013 (à l'époque Termonde et Courtrai), aucun chiffre local notable n'est à constater en 2014.

1.2.2. | Commentaire

La diminution des chiffres liés à l'exploitation économique est à comparer à l'évolution suivante du nombre de procès-verbaux dressés par les services d'inspection sociale et aux chiffres en nette augmentation de l'Office des étrangers concernant le nombre de victimes entrées dans le statut de victime en 2014, et ce principalement dans la tranche d'âge 26-30 ans.

Au vu de l'absence d'une analyse systématique et entre les acteurs, il est impossible d'attribuer par exemple ce phénomène à l'hypothèse que les victimes d'exploitation économique ont été plus nombreuses qu'auparavant à se manifester spontanément. Cette hypothèse peut difficilement être évaluée. L'absence de cette capacité analytique demeure problématique.

Par ailleurs, les auditorats du travail n'enregistrent pas systématiquement les affaires entrantes, ce qui fait que cette section de données fait également défaut.

1.3. | Données relatives au trafic d'êtres humains

1.3.1. | Présentation des données relatives au trafic d'êtres humains

La carte suivante ne fait mention que d'un seul chiffre concernant le trafic des êtres humains. Il englobe non seulement les infractions en matière de trafic d'êtres humains, mais aussi l'aide à l'entrée ou au séjour irrégulier (article 77 de la loi sur les étrangers) voire les situations dans lesquelles le séjour illégal a été constaté en combinaison avec un élément de trafic ou d'exploitation...

Figure 2. Infractions en matière de trafic d'êtres humains par commune (Source : Banque de données nationale générale, Police)

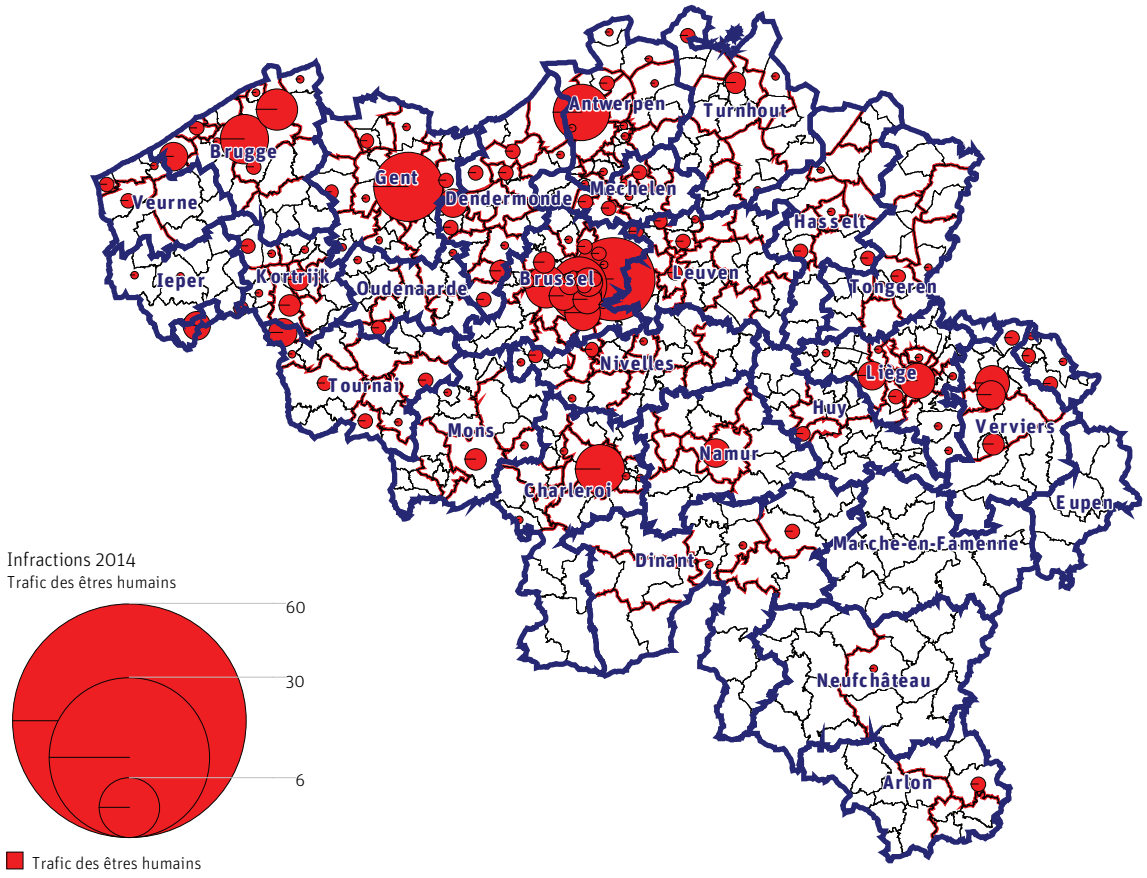


Tableau 2. Évolution du nombre de faits de trafic d'êtres humains selon la syntaxe
(Source : Banque de données nationale générale, Police)

Année	Nombre
2011	268
2012	233
2013	597
2014	627

1.3.2. | Commentaire sur les données relatives au trafic d'êtres humains

L'évolution des chiffres concernant le trafic d'êtres humains repose, tout comme dans le cas de la traite des êtres humains, sur les cartes de la BNG. Elles illustrent avant tout les interventions de la police, mais n'offrent aucun aperçu de l'évolution du phénomène.

Des chiffres plus détaillés sont disponibles concernant les constats d'infractions relatives au trafic d'êtres humains. Le tableau 3 représente l'évolution des chiffres pour les trois dernières années.

Tableau 3. Évolution des constats d'infractions relatives au trafic d'êtres humains (Source : Banque de données nationale générale, Police)

Constats	Année		
	2012	2013	2014
# infractions étranger/ aide séjour illégal	274	260	194
# infractions trafic d'êtres humains	266	211	207
# interceptions d'étrangers en séjour illégal	28.011	26.537	24.837

Citons en guise de compléments intéressants les réponses très récentes apportées à des questions parlementaires portant sur les escalades sur des parkings périphériques. Le premier complément comporte des chiffres concernant les constats d'escalades et le deuxième comporte des chiffres concernant les constats à la suite d'arrestations lors d'une migration de transit.

a) Escalades sur des parkings périphériques, quelques constats en Flandre occidentale.

Le premier complément repose sur une question parlementaire[464] relative aux escalades sur des parkings périphériques. Il ressort de la réponse, donnée par la Direction des opérations de police administrative (DOP) DOP/Mig de la Police fédérale, que les interceptions le long des parkings des autoroutes n'ont été enregistrées que dans l'arrondissement de Flandre occidentale. Il en ressort que le nombre de constats d'escalades a signé une hausse pratiquement constante ces sept dernières années.

Tableau 4. Interceptions lors d'escalades, effectuées par les services de police de Flandre occidentale (Source : questions et réponses, la Chambre)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Interceptions lors d'escalades	111	154	166	246	310	309	367	375

L'on peut déduire de l'augmentation du nombre d'interceptions lors d'escalades, effectuées par les services de police de Flandre occidentale et de la diminution du nombre total d'interceptions au niveau national que l'action d'interception de la police a été de plus en plus axée sur le phénomène des escalades ou qu'elle y a été de plus en plus souvent confrontée.

La réponse à la question parlementaire permet de découvrir en détail le mois au cours duquel les constats ont eu lieu, l'unité de police qui en est à l'origine et le territoire communal concerné. Mais vu qu'il s'est jusqu'à présent pratiquement toujours avéré impossible d'établir un lien entre des constats et des personnes, nous ne ferons mention que des chiffres détaillés des nationalités.

464 Question écrite n° 314 du 21 avril 2015 de la députée Renate Hufkens, 2015, DO 2014201502660, voir le Bulletin des questions et réponses écrites, *Doc. parl.*, Chambre, QRVA 54/027, 2 juin 2015, pp. 99-100, disponible via le lien suivant : www.lachambre.be/QRVA/pdf/54/54K0027.pdf.

Tableau 5. Nationalités des personnes ayant été interceptées par les services de police de Flandre occidentale (Source : questions et réponses, la Chambre)

Nationalité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	TOTAL
Iran	10	9	30	49	102	118	141	125	**584**
Syrie		2			7	16	88	76	**189**
Afghanistan	3	48	77	65	96	55	57	64	**465**
Pakistan	1			1		15	3	26	**46**
Inde	44	37	15		1	4	24	23	**148**
Irak	32	27	21	52	46	25	20	19	**242**
Érythrée	13	22	4	3	24		6	12	**84**
Albanie					2		8	6	**16**
Égypte					3	1	1	6	**11**
Soudan	1			14				5	**20**
Koweït					3	1	2	4	**10**
Vietnam	2		9	55	6	43	5	2	**122**
Bangladesh		1				2	2	2	**7**
Turquie					8	16	2	1	**27**
Géorgie				2				1	**3**
Ukraine								1	**1**
Tunisie							1	1	**2**
Tchad								1	**1**
Inconnu	1		2		1				**4**
Biélorussie					2	1			**3**
Somalie							1		**1**
Serbie-Monténégro		1							**1**
Palestine	2	7	5	3	7	11			**35**
Nigeria							2		**2**
Maroc			1		1				**2**
Libye						1			**1**
Liban	1								**1**
Kosovo							2		**2**
Hongrie							1		**1**
Bulgarie							1		**1**
Algérie	1		2	2	1				**6**
TOTAL	**111**	**154**	**166**	**246**	**310**	**309**	**367**	**375**	**2.038**

b) *Arrestations lors d'une migration de transit, quelques constats nationaux*

Ce complément repose également sur une question parlementaire[465] concernant les escalades sur des parkings périphériques, mais offre une réponse comportant des informations bien plus vastes, et ce tant en termes géographiques qu'en termes de type de constats lors d'une migration de transit.

Tableau 6. Nombre de personnes arrêtées à la suite d'une migration de transit, à l'échelle du pays (Source : questions et réponses, la Chambre)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (jan-avril)
Flandre orientale	201	145	199	158	283	66
Flandre occidentale	1.922	1.337	1.305	920	984	233
Anvers	32	57	60	47	59	46
Bruxelles	96	49	138	144	370	106
Brabant flamand	20	18	41	14	41	14
Limbourg	-	-	-	4	-	-
Namur	12	6	13	6	9	6
Liège	4	5	25	12	81	25
Luxembourg	13	6	13	4	15	4
Hainaut	3	12	39	20	44	7
Brabant wallon	0	0	0	0	5	0
Total	**2.373**	**1.635**	**1.833**	**1.329**	**1.891**	**515**

Il s'agit du nombre de personnes arrêtées à la suite d'une migration de transit, notamment lors d'escalades dans des camions sur des parkings périphériques, de la découverte sur le parking ou dans ses environs, ou encore lors d'actions axées sur la migration de transit.

465 Question n° 116 de la députée Renate Hufkens, du 21 avril 2015, DO 2014201502661. Voir le Bulletin des questions et réponses écrites, *Doc. parl.*, Chambre, QRVA 54/026, 26 mai 2015, pp. 192-195, disponible via le lien suivant : www.lachambre.be/QRVA/pdf/54/54K0026.pdf.

Tableau 7. Nationalités des personnes arrêtées en Belgique à la suite d'une migration de transit (Source : questions et réponses, la Chambre)

Nationalité	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (jan-avril)
Afghanistan	201	164	255	157	167	72
Albanie	8	53	105	151	155	78
Algérie	678	508	490	159	113	35
Angola	1	0	0	0		0
Arménie		0	0	0		0
Bangladesh	2	21	7	6		2
Bosnie		0	0	0		0
Bhoutan		0	0	0		0
Bulgarie		0	0	0		0
Burkina Faso		0	0	0		0
Cameroun		0	2	0		0
Chine	6	1	4	0	4	5
Colombie			3	0		0
RD du Congo	1	0	0	0		0
Égypte	2	20	4	6	9	1
Érythrée	34	52	49	89	236	18
Éthiopie	1	0	1	0	5	0
Géorgie	2	0	1	0	1	0
Ghana		0	0	0		0
Inde	429	138	94	191	94	3
Indéterminé	11	4	8	10	9	2
Indonésie		4	0	0		0
Irak	181	70	58	30	37	41
Iran	235	267	302	229	290	73
Kosovo		0	1	4	4	3
Koweït		14	5	5	23	3
Liban	2	0	0	0	3	0
Liberia	1	0	0	0	0	0
Libye	8	18	10	10	10	0
Macédoine		0	0	0		0
Mali	2	2	0	0		0
Maroc	96	74	71	74	121	36
Mauritanie	4	2	1	0		0
Moldavie	3	0	0	0		0
Mongolie		0	0	0		0
Myanmar			1	1		0
Népal		0	3	0		0
Nigeria		0	0	1		0
Pakistan	4	9	76	22	42	13
Palestine	204	78	48	15	11	3
Roumanie		0	0	0		0
Russie		1	0	0		0
Serbie		0	2	0		0
Somalie	15	24	0	6	8	2
Soudan	33	2	4	11	17	9
Sri Lanka	3	0	15	1	4	0
Syrie	2	13	74	123	483	99
Tanzanie		4	2	0		0
Tunisie	44	43	21	8	23	2
Turkménistan			1	0		0
Turquie		7	16	10	9	2
Ukraine		0	4	1		0
Vietnam	160	42	95	9	13	13
Yémen		0	0	0		0
TOTAL	**2373**	**1635**	**1833**	**1329**	**1891**	**515**

Tableau 8. Nombre de décisions de l'OE en réaction à des rapports administratifs de la police à l'occasion de l'escalade sur des parkings périphériques (Source : questions et réponses, la Chambre)

Année	Laissez-disposer	OQT	Détentions
2010	1.212	844	317
2011	65	1.101	115
2012	64	1.377	106
2013	114	939	109
2014	249	1.240	130
2015 (jan-avril)	54	162	58

Le Tableau 8 reprend le nombre de décisions prises par l'OE (laissez-disposer, ordre de quitter le territoire et maintien en détention en vue d'un éloignement du territoire) en réaction aux rapports administratifs de la police reçus à l'occasion d'escalades sur des parkings périphériques. Il n'existe cependant aucun lien entre les données des arrestations et celles des éloignements. Il convient de noter que globalement, environ une décision sur dix conduit à une détention.

2. DONNÉES DES SERVICES D'INSPECTION SOCIALE

2.1. | Description des données

Les actions de contrôle sont effectuées dans le cadre de la COL 01/07 (directive ministérielle du 14 décembre 2006 relative à la politique de recherche et de poursuite en matière de traite des êtres humains) et sont généralement menées par l'inspection sociale (IS) du SPF Sécurité sociale, ainsi que les services de police (police fédérale et police locale) et parfois également par le service du contrôle des lois sociales (CLS) du SPF Emploi dans certains secteurs (restaurants exotiques, sociétés de nettoyage, sociétés d'horticulture et d'agriculture, ateliers de confection, secteur de la prostitution)[466]. Les contrôles visent également parfois certains lieux dans lesquels des personnes sont employées (chantiers, commerce de la ferraille, entreprises forestières, marchés, etc.) à propos desquels les services de police ou d'inspection ont reçu des informations concernant une potentielle exploitation (informations provenant par exemple de l'auditeur du travail).

Les données suivantes se basent sur un tableau de l'inspection sociale du SPF Sécurité sociale, indiquant 5 paramètres : les pays d'origine des victimes, les secteurs économiques, les types d'infractions, le nombre d'infractions et le nombre de travailleurs pour lesquels des infractions ont été constatées.

Ces données sont le résultat du traitement statistique de tous les procès-verbaux : d'une part les pro justitia (PJ) envoyés au procureur du Roi et/ou à l'auditeur du travail, d'autre part les rapports pénaux adressés à l'auditeur du travail, au procureur ou au juge d'instruction lorsqu'une instruction a été menée par ce dernier.

2.2. | Présentation des données relatives à la traite des êtres humains

Tableau 9. Procès-verbaux pour les infractions de traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique
(Source : IS, calculs Stéphane Leo)

	2010	2011	2012	2013	2014
Procès-verbaux	34	33	38	29	37
Nombre de travailleurs	120	46	123	69	48

En 2014, 37 procès-verbaux ont été dressés par l'inspection sociale, dans lesquels elle a constaté des infractions de traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique[467]. Les données statistiques n'offrent aucune information concernant le genre ou l'âge des victimes, mais bien concernant leur nationalité ou le secteur dans lequel elles étaient actives[468].

466 Voir : rapport annuel 2010, Contrôle des lois sociales, Chapitre 8. La lutte contre la traite des êtres humains : www.emploi.belgique.be.
467 37 procès-verbaux, dont 4 pro justitia concernant 5 travailleurs et 33 rapports pénaux concernant 43 travailleurs.
468 NACe-Bel, nomenclature d'activités, www.statbel.fgov.be/fr/binaries/Frnace 2008 avec notes explicatives_tcm326-65642.pdf.

Tableau 10. Procès-verbaux pour traite des êtres humains 2014 (n = 37) en fonction des secteurs économiques auxquels ils ont trait, du nombre de travailleurs et des principales nationalités des travailleurs (Source : IS, calculs Stéphane Leo IS et Centre fédéral Migration)

Secteur économique	Procès-verbaux	Travailleurs	Principales nationalités travailleurs ≥ 2
Commerce de détail	9	7	Maroc 5
Horeca	8	11	Egypte 5
Construction	7	9	Bulgarie/Chine/ Maroc/Roumanie 2
Travail domestique	4	4	
Garages	2	2	
Commerce de gros	2	3	Maroc 3
Sylviculture	1	8	Roumanie 8
Nettoyage	1	1	
Autres	3	3	
Total	**37**	**48**	

Constats et tendances

Il convient de souligner les neuf procès-verbaux concernant le commerce de détail et le fait que seul sept travailleurs y sont liés. Selon l'inspection sociale, il s'agit peut-être de cas d'obstacle au contrôle. Dans ces cas, un pro justitia ou un rapport pénal est rédigé, mais il n'est pas fait mention du nombre de travailleurs victimes.

Tableau 11. Travailleurs vis-à-vis desquels des faits de traite des êtres humains ont été constatés en 2014 (n = 48), nationalités et principaux secteurs d'exploitation (Source : IS, calculs Stéphane Leo IS et Centre fédéral Migration)

Nationalité	Travailleurs	Secteur d'exploitation
Maroc	15	Commerce de détail 5 / Commerce de gros 3 / Construction 2 / Horeca 2
Roumanie	12	Sylviculture 8 / Construction 2 / Horeca 2
Égypte	6	Horeca 5
Bulgarie	3	Construction 2
Chine	2	Construction 2
Algérie	1	
Arabie saoudite	1	
Arménie	1	
Bangladesh	1	
Bénin	1	
Birmanie	1	
Cameroun	1	
Ghana	1	
Togo	1	

Constats et tendances

En comparaison à 2013, on constate que le nombre de secteurs ayant fait l'objet de constats de traite des êtres humains par l'inspection sociale a reculé.

En ce qui concerne les nationalités, la tendance de ces dernières années se confirme. Les Marocains (15) et les Roumains (12) sont une nouvelle fois les deux principales nationalités de travailleurs.

Toujours en comparaison avec 2013, année lors de laquelle 27 travailleurs étaient concernés, le nombre de travailleurs roumains est en nette diminution (en 2013, il n'était question que d'un seul dossier dans le secteur de transformation de la viande, dans lequel 17 travailleurs étaient impliqués). Cependant, on constate à nouveau la présence d'un seul procès-verbal concernant un nombre très élevé de travailleurs : il concerne huit Roumains victimes de la traite des êtres humains dans la sylviculture. Les faits se sont déroulés en Wallonie, et une victime a obtenu le statut de victime.

Il convient également de souligner les six Égyptiens et le fait que cinq d'entre eux ont été découverts dans le secteur de l'horeca.

2.3. | Données du Service contrôle des lois sociales

Le Service contrôle des lois sociales n'a constaté aucune infraction de traite des êtres humains en 2014.

2.4. | Commentaire

Myria souhaite une nouvelle fois souligner la plus-value d'un rapportage commun, émanant de tous les services d'inspection sociale et axé sur la traite des êtres humains. Tant que les auditorats du travail ne procèderont pas à un enregistrement systématique des poursuites en cas de traite des êtres humains, il sera impossible, en se basant sur les informations statistiques, de démontrer l'évolution de l'approche de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique.

Il convient également de recommander que les services d'inspection sociale enregistrent le sexe et la catégorie d'âge des victimes/travailleurs.

L'absence de constats (rapportés) de traite des êtres humains par le CLS soulève certaines questions. Le CLS est en charge de la relation entre l'employeur et le travailleur et c'est donc le service d'inspection qui contrôle le respect de la directive « sanctions ». Lors de ces constats, des affaires de traite des êtres humains peuvent notamment également être mises au jour.

3. DONNÉES DES PARQUETS

3.1. | Description des données

Les données que nous publions ici proviennent des analystes statistiques du Collège des procureurs généraux. Elles reflètent les informations qui étaient connues au 10 janvier 2015 concernant les affaires entrées aux parquets correctionnels au cours de l'année 2013.

Notons deux limitations intrinsèques : il s'agit exclusivement de dossiers à charge de majeurs et il manque les données du parquet d'Eupen. Une modification sera apportée sur ce dernier point l'année prochaine : le 1er avril 2014, le nouveau paysage judiciaire a vu le jour, raison pour laquelle la présentation des chiffres s'effectuera cette année pour la dernière fois conformément à l'ancienne répartition judiciaire en 28 arrondissements judiciaires (le parquet d'Eupen ne participant donc pas à l'enregistrement).

Plus importante encore, l'absence, dans ces données, des dossiers traités par les auditeurs du travail. Malgré le fait que les auditorats du travail ont la possibilité de les enregistrer dans le système REA/TPI, qui constitue la base de cette collecte de données, cela ne se fait pas assez systématiquement. Il manque dès lors dans ces tableaux les dossiers de traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique entrés dans les auditorats. Ce sous-rapportage structurel concernant ces poursuites est un manquement de taille.

3.2. | Présentation des données relatives à la traite des êtres humains

Tableau 12. Affaires entrées dans les parquets en 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 pour faits de traite des êtres humains, selon le ressort et la finalité d'exploitation (Source : Collège des procureurs généraux – Analystes statistiques)

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS		37L : Exploitation sexuelle (art. 433*quinquies* §1, 1°)	29E : Exploitation de la mendicité (art. 433*quinquies* §1, 2°)	55D : Exploitation du travail (art. 433*quinquies* §1, 3°)	55E : Prélèvement illégal d'organes (art. 433*quinquies* §1, 4°)	55F : Contrainte à commettre une infraction (art. 433*quinquies* §1,5°)	Total
ANVERS	**2010**	49	0	31	0	2	**82**
	2011	31	2	41	0	3	**77**
	2012	27	0	28	0	4	**59**
	2013	26	1	38	0	2	**67**
	2014	26	2	26	1	1	**56**
BRUXELLES	**2010**	76	2	21	1	2	**102**
	2011	99	5	30	1	1	**136**
	2012	111	4	46	0	3	**164**
	2013	116	5	35	1	14	**171**
	2014	26	3	25	0	7	**61**
GAND	**2010**	29	1	39	0	4	**73**
	2011	15	1	42	0	0	**58**
	2012	28	1	35	0	3	**67**
	2013	22	2	52	0	6	**82**
	2014	38	3	30	0	1	**72**
LIÈGE	**2010**	17	2	22	0	10	**51**
	2011	21	0	25	0	4	**50**
	2012	16	2	32	1	2	**53**
	2013	22	4	43	0	15	**84**
	2014	14	6	25	0	7	**52**
MONS	**2010**	4	0	23	0	1	**28**
	2011	4	0	27	0	5	**36**
	2012	5	0	22	0	5	**32**
	2013	9	0	16	0	1	**26**
	2014	6	0	9	0	0	**15**
PARQUET FÉDÉRAL	**2010**	0	0	0	0	1	**1**
	2011	0	0	0	0	1	**1**
	2012	3	0	1	1	1	**6**
	2013	1	0	0	0	1	**2**
	2014	1	0	0	0	1	**2**
TOTAL	**2010**	175	5	136	1	20	**337**
	2011	170	8	165	1	14	**358**
	2012	190	7	164	2	18	**381**
	2013	196	12	184	1	39	**432**
	2014	111	14	115	1	17	**258**

Constats et tendances

- 258 affaires entrées : ce chiffre est au plus bas depuis 2008 et représente une diminution de 40 % par rapport à 2013.
- La baisse de 174 dossiers est réalisée à 64 % dans le ressort de Bruxelles. Cette baisse spectaculaire est principalement due au faible nombre d'affaires d'exploitation sexuelle (il faut remonter à 2008 pour rencontrer un chiffre aussi bas).
- Le ressort de Gand reste celui enregistrant le plus de dossiers de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et de dossiers de traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique.
- Dans le ressort de Gand, l'arrondissement de Bruges est celui ayant initié le plus de dossiers de traite des êtres humains : 27, soit trois de plus que dans l'arrondissement de Gand proprement dit (24).

Une fois encore, des données ont été fournies concernant l'avancée et le classement sans suite des dossiers de traite des êtres humains. Une première vue d'ensemble peut être dressée selon la situation au 10 janvier 2015.

Tableau 13. Nombre de classements sans suite au 10 janvier 2015 d'affaires de 2014

(Source : Collège des procureurs généraux – Analystes statistiques)

Finalité d'exploitation	Opportunité	Technique	Autres	Total
Traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle	5	23	2	**30**
Traite des êtres humains aux fins d'exploitation de la mendicité	2	3	0	**5**
Traite des êtres humains aux fins d'exploitation du travail	5	13	0	**18**
Traite des êtres humains aux fins de prélèvement d'organes	0	1	0	**1**
Traite des êtres humains aux fins de faire commettre une infraction	2	4	0	**6**

On comprend notamment par raisons techniques les « preuves insuffisantes », les « auteurs non identifiés » et « aucun acte punissable ». Des raisons d'opportunité peuvent être avancées parce qu'il y avait d'autres priorités, parce qu'une situation illégale a été régularisée entretemps et pour disproportion entre les conséquences de la poursuite pénale et les troubles à la société.

3.3. | Commentaire

Nous constatons qu'il n'y a jamais eu aussi peu d'affaires entrées dans les parquets qu'en 2014, alors que le nombre de victimes intégrant le statut au cours de la même période a augmenté. La diminution du nombre d'affaires de traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle entrées à Bruxelles mérite une attention toute particulière.

3.4. | Présentation des données relatives au trafic d'êtres humains

Tableau 14. Affaires entrées dans les parquets en 2010, 2012 et 2014 pour faits de trafic des êtres humains et autres infractions, par ressort

(Source : Collège des procureurs généraux – Analystes statistiques)

TRAFIC DES ÊTRES HUMAINS		55G (art. 77bis, 77ter, 77quater et 77 quinquies de la loi sur les étrangers)
ANVERS	2010	21
	2012	36
	2014	18
BRUXELLES	2010	61
	2012	138
	2014	114
GAND	2010	228
	2012	129
	2014	177
LIEGE	2010	13
	2012	13
	2014	5
MONS	2010	2
	2012	3
	2014	3
PARQUET FEDERAL	2010	0
	2012	4
	2014	0
TOTAL	2010	325
	2012	323
	2014	317

Constats et tendances

- Le nombre d'affaires entrées concernant le trafic des êtres humains demeure relativement stable. C'est notamment le cas en comparaison des données de 2010 et 2012. En 2011 (515) et 2008 (462), le nombre d'affaires était en effet nettement supérieur.
- Le ressort de Gand reste celui enregistrant le plus d'affaires de trafic des êtres humains lui parvenant. Il n'y a qu'en 2011 que Gand a enregistré moins d'affaires de trafic des êtres humains que Bruxelles.
- Pour en connaître le contexte, veuillez consulter le point 1 consacré aux données policières et le commentaire y relatif.

4. DONNÉES DE L'OFFICE DES ÉTRANGERS

4.1. | Description des données

L'Office des étrangers (OE) a fait largement état, dans ses rapports d'activité antérieurs, de l'intervention de sa cellule mineurs/victimes de la traite des êtres humains (MINTEH). Ce rapportage a été considérablement limité en 2015. La cellule a établi un rapportage spécifique à l'intention de Myria, en vue de l'établissement de cette section consacrée aux chiffres du rapport annuel.

Dans cette section consacrée aux données, nous examinerons d'abord les informations relatives aux victimes de la traite et du trafic des êtres humains qui ont reçu un document de séjour pour la première fois en 2014. Nous nous attarderons ensuite sur le nombre total de documents de séjour délivrés en 2014 à l'ensemble des victimes en cours de procédure. En présence de circonstances aggravantes, les victimes du trafic des êtres humains peuvent également recevoir un document de séjour.

Enfin, nous nous arrêterons brièvement sur les données relatives au séjour des victimes ayant accédé à ce statut en 2008 dans une section distincte.

4.2. | Présentation des données concernant les victimes de traite des êtres humains

Tableau 15. Victimes de traite des êtres humains ayant reçu un document de séjour pour la première fois en 2014 (Source : Office des étrangers, Cellule MINTEH, Lionel Brackman)

Année	Nombre
2009	107
2010	123
2011	129
2012	127
2013	116
2014	138

C'est en 2014 que l'on constate le nombre le plus élevé de victimes de la traite des êtres humains en six ans. Vous trouverez au point 4.3 également les données liées aux victimes du trafic d'êtres humains ayant reçu un document de séjour.

Tableau 16. Victimes de traite des êtres humains pour lesquelles un premier titre de séjour a été délivré en 2014, selon le sexe, l'âge et le type d'exploitation (Source : Office des étrangers, Cellule MINTEH, Lionel Brackman)

Âge	Exploitation sexuelle			Exploitation économique			Autres formes d'exploitation			Total		
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014
-18	9	4	1	2	0	1	0	0	3	**11**	**4**	**3**
18-25	31	15	19	9	19	18	1	0	1	**41**	**34**	**37**
26-30	6	8	12	11	13	26	2	0	0	**19**	**21**	**38**
30	6	10	11	43	47	41	2	0	5	**51**	**57**	**52**
Total	**52**	**37**	**43**	**65**	**79**	**86**	**5**	**0**	**9**	**122**	**116**	**138**
Hommes	***5***	***1***	***5***	***55***	***67***	***74***	***4***	***0***	***5***	***64***	***68***	***84***
Femmes	***47***	***36***	***38***	***10***	***12***	***12***	***1***	***0***	***4***	***58***	***48***	***54***

Constats et tendances

- Depuis 2011 (15), le nombre de victimes mineures de la traite des êtres humains est en baisse constante.
- Le nombre d'hommes ayant obtenu le statut de victime n'a jamais été aussi élevé, et ce tant en chiffres absolus (84) qu'en pourcentage (61 %).
- La forte progression du nombre de victimes de la traite des êtres humains est pratiquement entièrement due à l'augmentation de l'exploitation économique dans le groupe d'âge 26-30.
- La proportion relative de nouvelles victimes d'exploitation sexuelle est une nouvelle fois en hausse, après 2013, année lors de laquelle la proportion relative des victimes d'exploitation économique s'était révélée plus élevée que jamais.

Tableau 17. Top 12 des victimes de traite des êtres humains pour lesquelles un premier titre de séjour a été délivré en 2014, selon la nationalité et le type d'exploitation (Source : Office des étrangers, Cellule MINTEH, Lionel Brackman)

Nationalité	Exploitation sexuelle	Exploitation économique	Autres	Total
Roumanie	9	22	8	**39**
Maroc	3	9	0	**12**
Bulgarie	4	5	0	**9**
Albanie	6	0	0	**6**
Algérie	1	5	0	**6**
Bénin	0	6	0	**6**
Nigeria	4	2	0	**6**
Brésil	2	3	0	**5**
Serbie	0	5	0	**5**
Chine	2	2	0	**4**
Inde	1	3	0	**4**
Ukraine	3	1	0	**4**

Constats et tendances

- Le Maroc et la Roumanie représentaient en 2014 plus de 50 victimes. En 2012 et 2013, ces pays faisaient déjà partie des principaux pays d'origine, avec chaque fois plus de 40 victimes.
- Le nombre de victimes roumaines est extrêmement élevé : jamais le nombre de victimes en provenance d'un seul pays n'a été aussi élevé que dans le cas des Roumains en 2014.
- Les huit victimes roumaines d'autres formes d'exploitation sont toutes des victimes d'exploitation de la mendicité.
- Avec 54 victimes, les citoyens de l'UE représentent presque 40 % des nouvelles victimes.
- Le Bénin fait pour la première fois partie des pays d'origine, avec plus de cinq victimes.

Tableau 18. Documents de séjour délivrés en 2011, 2012, 2013 et 2014 (Source : OE)

	2011		2012		2013		2014		Total			
									2011	2012	2013	2014
	H	F	H	F	H	F	H	F	H&F	H&F	H&F	H&F
OQT 45 jours (TEH)	20	10	18	18	18	12	22	11	**30**	**36**	**30**	**33**
Attestation d'immatriculation (AI)	73	47	70	73	69	48	86	53	**120**	**143**	**117**	**139**
Prolongation AI	1	11	4	8	8	7	6	5	**12**	**12**	**15**	**11**
CIRE temporaire (TEH)	45	27	61	45	62	38	57	28	**72**	**106**	**100**	**85**
Prolongation CIRE temporaire (TEH)	282	180	285	158	293	168	300	150	**462**	**441**	**461**	**450**
CIRE illimité (TEH)	31	20	15	20	25	21	16	17	**51**	**35**	**46**	**33**
CIRE temporaire (humanitaire)	0	1	2	2	1	1	1	1	**1**	**4**	**2**	**2**
Prolongation CIRE (humanitaire)	14	33	17	34	10	21	14	17	**47**	**51**	**31**	**31**
CIRE illimité (humanitaire)	5	6	7	4	14	12	10	12	**11**	**11**	**26**	**22**
Annexe 13 (OQT)	3	4	3	4	7	4	5	9	**7**	**7**	**11**	**14**
Prolongation Annexe 13	0	1	0	0	0	0	0	0	**1**	**0**	**0**	**0**
Total	**474**	**340**	**482**	**366**	**507**	**332**	**517**	**303**	**814**	**848**	**839**	**820**

Ce tableau est provisoirement le seul aperçu offrant une indication du nombre de personnes ayant accédé au statut de victime de la traite d'êtres humains. Un certificat d'inscription au registre des étrangers (CIRE), de nature temporaire et/ou prolongée, est toujours un CIRE pour une période de six mois. Normalement, les victimes en reçoivent donc deux par an tant qu'elles disposent du statut. Les 450 prolongations d'un CIRE (TEH) concernent donc environ 225 victimes individuelles.

Constats et tendances

- Les 820 décisions de délivrance ou de prolongation d'un titre de séjour concernent donc autant les nouvelles victimes de 2014 que les victimes d'avant 2014, qui se trouvent dans une phase du statut de victime et par rapport auxquelles une ou plusieurs décisions ont été prises.
- Jamais la proportion d'hommes n'a été aussi élevée, représentant 63 % des décisions de séjour.
- Le nombre d'autorisations de séjour à durée indéterminée pour raisons humanitaires est sensiblement plus élevé que les années précédentes.
- Le nombre de « documents d'entrée dans le statut » (ordre de quitter le territoire de 45 jours et attestation d'immatriculation) est à nouveau en hausse, après la diminution constatée en 2013.

4.3. | Présentation des données concernant les victimes du trafic des êtres humains

Les victimes du trafic des êtres humains avec circonstances aggravantes peuvent également faire appel au statut de victime. Dans le cas de ces victimes, un titre de séjour ne sera délivré que s'il est par exemple question de violence ou si elles sont mineures.

Tableau 19. Victimes du trafic des êtres humains avec circonstances aggravantes pour lesquelles un document de séjour a été délivré pour la première fois en 2014
(Source : Cellule MINTEH, Lionel Brackman)

Année	Nombre
2009	17
2010	14
2011	20
2012	30
2013	13
2014	18

Il s'agit de 18 victimes en 2014 (9 étant de sexe masculin et 9 de sexe féminin). Cinq d'entre elles étaient mineures, trois garçons et deux filles.

Voici les principales nationalités :

- 4 sont originaires d'Iran ;
- 3 d'Afghanistan ;
- 3 du Pakistan ;
- 2 de Chine et 2 dont la nationalité n'a pas pu être déterminée ;
- 1 du Congo (RD), 1 du Ghana, 1 de Côte d'Ivoire et 1 de Somalie.

4.4. | Les victimes de 2008

Myria a demandé à la cellule MINTEH de vérifier ce qu'il est advenu, d'un point de vue administratif (documents de séjour), des 171 victimes de la traite et du trafic des êtres humains à qui l'OE a délivré un premier document de séjour en 2008.

Tableau 20. Caractéristiques au 31 décembre 2008 des victimes à qui un premier document a été délivré en 2007 (Source : OE, calculs Lionel Brackman, Cellule MINTEH)

Âge	Exploitation sexuelle	Exploitation économique	Exploitation mendicité	Autres	Trafic	Total
< 18	3	2	0	0	1	**6**
18-25	17	20	1	3	9	**50**
26-30	13	27	0	5	5	**50**
> 30	5	52	0	2	6	**65**
Total	**38**	**101**	**1**	**10**	**21**	**171**
Femmes	***35***	***40***	***0***	***9***	***5***	***89***
Hommes	***3***	***61***	***1***	***1***	***16***	***82***

Tableau 21. Situation administrative au 30 avril 2015 des 171 victimes à qui un premier document a été délivré en 2008 (Source : OE, calculs Lionel Brackman, cellule MINTEH[469])

	H	F	Total
Attestation d'immatriculation (regroupement familial)	0	1	**2**
Carte A/séjour temporaire (procédure de traite des êtres humains)	2	5	**7**
Carte A/séjour temporaire (procédure de régularisation)	1	1	**2**
Carte A/séjour temporaire (regroupement familial)	1	1	**2**
Carte B/séjour définitif (procédure de traite des êtres humains)	28	18	**46**
Carte B/séjour définitif (procédure de régularisation)	7	9	**16**
Carte B/séjour définitif (procédure d'asile)	1	0	**1**
Carte E/Établissement en tant que travailleur de l'UE	2	3	**5**
Carte F/séjour conditionnel illimité regroupement familial	3	6	**9**
Carte d'identité belge	8	6	**14**
TOTAL PERSONNES EN SÉJOUR LÉGAL	**53**	**50**	**103**
Aucun élément retrouvé dans le Registre national			**49**
Retour			**17**
Rapatriement			**1**
Décès			**1**
TOTAL PERSONNES N'ÉTANT PLUS EN SÉJOUR LÉGAL	**29**	**39**	**68**
TOTAL	**82**	**89**	**171**

469 Les cartes dans la colonne de gauche du tableau sont les cartes d'identité électroniques A à F inclus. Voy. à ce propos : http://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/Fr/pages/Cartes%C3%a9lectroniquespour%C3%a9tranger.asp.

Constats et tendances

Trois victimes de la traite des êtres humains entrées dans le statut en 2008 sur 5 séjournent encore légalement sur notre territoire en 2015, la majorité ayant obtenu un permis de séjour à durée indéterminée. Si l'on se penche sur la proportion des victimes de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation économique dans la population de 2008 (101 victimes, représentant 59 % des victimes), force est de constater qu'en 2015, elles ont relativement plus souvent conservé un séjour légal que d'autres victimes. Deux victimes de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation économique sur trois ont encore un permis de séjour légal sept ans plus tard.

Les victimes de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle de 2008 ont, sept ans plus tard, obtenu ou conservé dans moins de la moitié des cas un statut de séjour légal. L'OE demeure dans l'incertitude concernant 49 personnes, celles qui ne figurent plus dans le registre national.

Le constat le plus frappant pour les victimes de 2008 ressort du tableau suivant. Dans pas moins de 90 des 171 cas, il a été mis un terme à la procédure avant qu'un permis de séjour ne soit assuré en Belgique.

Tableau 22. Raisons de l'arrêt de la procédure pour traite des êtres humains pour les victimes de 2008 (Source : OE, calculs Lionel Brackman, Cellule MINTEH)

Finalité d'exploitation	Parquet	Centre	Retour/ décédés/ etc.	Total
Exploitation sexuelle	14	8	6	**28**
Exploitation économique	19	7	17	**43**
Mendicité	0	0	1	**1**
Autres	3	3	1	**7**
Trafic d'êtres humains	8	1	2	**11**
Total	**44**	**19**	**27**	**90**

Dans le cas d'un arrêt par le parquet, le parquet notifie à l'OE qu'il ne considère plus la personne comme une victime de la traite des êtres humains. Dans le cas des centres, c'est alors un des centres spécialisés qui notifie à l'OE la cessation de l'accompagnement, par exemple suite à un retour, au non-respect des conditions d'accompagnement, à une disparition, etc.

Tous les arrêts de procédure n'ont pas conduit au départ de ces personnes de notre territoire, loin de là. Comme l'illustre le tableau 21, une fraction importante a bénéficié d'un statut de séjour pour d'autres motifs.

4.5. | Informations complémentaires : Examen des chiffres concernant les victimes mineures de traite des êtres humains

Tableau 23. Victimes mineures de traite et de trafic des êtres humains, selon l'âge, le type d'exploitation et le fait d'être accompagné ou non (Source : OE, calculs Lionel Brackman, Cellule MINTEH)

Secteur/situation	<14 ans	15 ans	16 ans	Total
Exploitation économique				**1**
non accompagné		1		
Mendicité				**2**
accompagné	1			
non accompagné			1	
Prostitution				**1**
accompagné	1			
Autres				**1**
non accompagné			1	
Trafic				**5**
accompagné	4			
non accompagné			1	
Total	**6**	**1**	**3**	**10**

Tableau 24. Victimes mineures non accompagnées de traite et de trafic des êtres humains, selon la finalité d'exploitation, l'âge et la nationalité (Source : OE, calculs Lionel Brackman, Cellule MINTEH)

Nationalité / finalité d'exploitation	F		H	TOTAL
	15 ans	16 ans	16 ans	
Chine				
Trafic			1	**1**
Congo (RD)				
Exploitation économique	1			**1**
Croatie				
Divers		1		**1**
Roumanie				
Mendicité		1		**1**
Total	**1**	**2**	**1**	**4**

Le jeune Roumain est entretemps retourné volontairement, les trois autres victimes mineures non accompagnées disposaient encore du statut en mai 2015.

5. DONNÉES DES CENTRES SPÉCIALISÉS POUR LES VICTIMES

5.1. | Description des données

Nous faisons ici le compte rendu du nombre de victimes pour lesquelles les centres spécialisés ont initié un accompagnement au cours de l'année 2014. Les chiffres relatifs aux nouveaux accompagnements correspondent à la typologie prévue par la circulaire du 26 septembre 2008[470]. Dès que la première phase (période de réflexion) est entamée, et donc qu'un ordre de quitter le territoire est délivré, il est question d'un accompagnement. Le type d'accompagnement psychosocial et juridico-administratif peut varier selon le centre.

Vous ne trouverez dans ce rapport annuel que des tableaux intégrés, un pour la traite des êtres humains et un autre pour le trafic d'êtres humains, qui reprennent à la fois l'âge, le genre, la nationalité et la finalité d'exploitation. Chaque centre spécialisé a fourni à cet effet les chiffres nécessaires et Myria les a traités pour en faire un seul et même tableau.

Les tableaux ci-après ne permettent pas de se forger une idée de l'ensemble de l'activité d'accompagnement ni de la capacité d'accueil des centres. L'indicateur de la durée de l'accompagnement, un indicateur capital, n'est pas traité ici, car il est préférable de l'aborder dans le cadre d'une analyse et d'une description du processus d'accompagnement. Les chiffres de l'Office des étrangers relatifs aux prolongations de documents, dans le cadre de la procédure de traite des êtres humains, représentent toutefois un indicateur potentiel dont l'évolution de 2011 à 2014 est reflétée dans le tableau 18.

Le cadre de ce rapport annuel ne permet pas non plus de donner un compte rendu et de faire l'analyse des

470 Voy. à ce propos : circulaire du 26 septembre 2008 relative à la mise en œuvre d'une coopération multidisciplinaire concernant les victimes de la traite des êtres humains et/ou de certaines formes aggravées de trafic des êtres humains.

signalements de personnes pour lesquelles aucun accompagnement n'a été initié, et ce même si cela aurait été pertinent pour la politique et la connaissance du phénomène de la traite et de l'exploitation des personnes. Traiter tous les signalements constitue une charge de travail et une responsabilité énorme pour les centres. Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter les rapports annuels des centres.

Le système belge est un système fermé. Les chiffres relatifs aux accompagnements initiés par les centres spécialisés et aux documents de séjour délivrés (OE) reflètent dès lors logiquement ceux de l'OE, comme l'illustre le tableau 16.

Tableau 25. Nouveaux accompagnements initiés par les centres spécialisés pour les victimes de la traite des êtres humains et du trafic d'êtres humains, 2006-2014 (Source : rapports annuels traite et trafic des êtres humains du Centre)

2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
172	179	196	158	141	153	174	148	172

5.2. | Présentation des données relatives aux victimes de la traite des êtres humains

Tableau 26. Nouveaux accompagnements initiés par les centres spécialisés, exclusivement pour les victimes de la traite des êtres humains (Source : rapports annuels traite et trafic des êtres humains du Centre)

2010	2011	2012	2013	2014
130	133	143	133	156

Tableau 27. Nouveaux accompagnements initiés en 2014 pour les victimes de la traite des êtres humains, selon le type d'exploitation, le genre et la tranche d'âge (source : centres spécialisés, traitement par le Centre)

Nationalité	Exploitation sexuelle				Mendicité				Exploitation économique				Criminalité				TOTAL
	Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		
	Min.	Maj.	Min.	Maj.	Min.	Maj.	Min.	Maj.	Min.	Maj.	Min.	Maj.	Min.	Maj.	Min.	Maj.	
Roumanie	0	8	0	2	2	1	1	7	0	1	0	24	0	0	0	0	**46**
Maroc	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	15	0	0	0	0	**17**
Bulgarie	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3	0	2	0	0	0	0	**8**
Albanie	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**6**
Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	**6**
Algérie	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	**5**
Belgique	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	**5**
Brésil	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	**5**
Pakistan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3	0	0	0	0	**5**
Serbie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	**5**
Chine	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	**4**
Congo	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	1	0	0	0	0	**4**
République dominicaine	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**4**
Nigeria	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	**4**
Hongrie	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**3**
Inde	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	**3**
Cameroun	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	**3**
Ukraine	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**3**
Burkina Faso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	**2**
Égypte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	**2**
Ghana	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	**2**
Iran	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	**2**
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	**2**
Croatie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	**2**
Pologne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	**2**
Tunisie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	**2**
Philippines	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**1**
Russie	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**1**
Slovaquie	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**1**
Syrie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	**1**
SOUS-TOTAL	**0**	**44**	**0**	**4**	**2**	**1**	**1**	**7**	**1**	**9**	**2**	**84**	**1**	**0**	**0**	**0**	
TOTAL	**44**		**4**		**3**		**8**		**10**		**86**		**1**		**0**		**156**

Tableau 28. Évolution des nationalités des victimes de la traite des êtres humains ayant fait partie ces quatre dernières années du top 5 des chiffres des centres spécialisés (Source : centres spécialisés, traitement par le Centre)

Nationalité	2011	2012	2013	2014
Roumanie	22	24	24	46
Maroc	25	19	25	17
Bulgarie	11	10	3	8
Albanie	3	5	4	6
Bénin	0	0	0	6
Inde	10	3	2	3
Nigeria	8	17	7	4
Tunisie	3	6	6	2

Constats et tendances

- Les Roumains constituent le groupe de nationalité le plus important encore jamais rencontré pour lequel un accompagnement a été initié (46 personnes).
- Avec 17 Marocains, on assiste pour la première fois à une baisse, à peine significative, pour cette nationalité.
- Avec six victimes, le Bénin fait pour la première fois son entrée parmi les chiffres des victimes.
- Pour la première fois, on retrouve cinq Belges parmi les victimes pour lesquelles les centres ont initié un accompagnement, dont quatre femmes majeures exploitées sexuellement.

5.3. | Présentation des données relatives aux victimes du trafic des êtres humains

Tableau 29. Nouveaux accompagnements initiés par les centres spécialisés, exclusivement pour les victimes du trafic des êtres humains (Source : centres spécialisés, traitement par le Centre)

2010	2011	2012	2013	2014
11	20	31	15	16

6. DONNÉES JUDICIAIRES

6.1. | Description des données

À la demande de Myria, le Service de la politique criminelle a fourni des informations relatives aux condamnations pour traite des êtres humains et trafic d'êtres humains.

Les statistiques sont rédigées à l'aide de données du casier judiciaire central. Les décisions ayant force de chose jugée y sont inscrites ; elles sont transmises au casier judiciaire par les greffiers des cours et tribunaux. Les inscriptions sont encore effectuées manuellement (alors que la police et les parquets ont recours à un traitement automatisé des données). Cela explique pourquoi les chiffres doivent continuellement être actualisés. Concrètement, cela implique que nous vous présentons ici des chiffres actualisés pour 2011, 2012 et 2013 et de nouveaux chiffres pour 2014.

Les données fournies comprennent encore les informations suivantes sur les condamnations : les circonstances aggravantes constatées lors de chaque condamnation, le type et le nombre de peines prononcées à chaque condamnation et la finalité d'exploitation pour plusieurs condamnations de 2011.

6.2. | Présentation des données relatives aux condamnations pour traite des êtres humains

Les chiffres présentés ici reflètent le nombre de condamnations définitives, c'est-à-dire les condamnations ne pouvant plus faire l'objet d'un appel. Une condamnation a trait à une personne qui a notamment été condamnée pour des faits de traite des êtres humains. Les formes d'exploitation n'ont pas été suffisamment enregistrées que pour être utilisées dans le présent rapport annuel.

Tableau 30. Condamnations pour traite des êtres humains (Source : Service de la politique criminelle, selon constatations de juin 2015)

Année	Condamnations
2011	81
2012	82
2013	90
2014	84

Tableau 31. Circonstances aggravantes parmi les 84 condamnations prononcées en 2014 pour des faits de traite des êtres humains (Source : Service de la politique criminelle)

Type de circonstances aggravantes	Nombre
par l'usage de manœuvres frauduleuses, de violence, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte	37
par l'abus de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve la victime	31
lorsque l'activité concernée constitue une activité habituelle	30
lorsqu'elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant	16
l'infraction constituant un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une organisation criminelle	13
la victime est un mineur	12
par une personne qui a autorité sur la victime, ou par une personne qui a abusé de l'autorité ou des facilités que lui confèrent ses fonctions	5
Total	**144**

Tableau 32. Peines prononcées parmi les 84 condamnations prononcées en 2014 pour des faits de traite des êtres humains (Source : Service de la politique criminelle)

Décision	Nombre
Peine de prison	75
Peine de prison avec sursis	43
Amende	81
Amende avec sursis	29
Confiscations	52
Privation de droits	65
Interdiction professionnelle	2
Peine de travail	3
Déclaration de culpabilité	1

Tableau 33. Principales nationalités (A) et genre (B) des 84 personnes condamnées pour faits de traite des êtres humains (Source : Service de la politique criminelle)

A		B	
Nationalité	**Nombre**	**Genre**	**Nombre**
Belge	22	**F**	15
Roumanie	12	**H**	64
Hongrie	9	**Pas mentionné**	5
Bulgarie	5	**Total**	**84**
Albanie	4		
Thaïlande	4		
Afghanistan	2		
Allemagne	2		
France	2		
Irak	2		
Autres	20		

6.3. | Présentation des condamnations pour trafic des êtres humains

Les données présentées ici sont bien plus limitées que celles concernant la traite des êtres humains, vu que lors de l'enregistrement, des erreurs surviennent encore concernant la mention des articles applicables du code pénal.

Il est question de minimum 45 condamnations définitives pour trafic des êtres humains en 2014.

6.4. | Commentaire

Les principales lacunes consistent, d'une part, en l'absence d'enregistrement du type d'exploitation pour les condamnations en matière de traite des êtres humains et, d'autre part, dans l'enregistrement inexact des faits de trafic d'êtres humains.

CONCLUSION

Il ressort de plusieurs sections que cette année, des progrès ont été enregistrés au niveau du caractère ciblé et exhaustif des données.

Dans le même temps, la cellule interdépartementale de coordination n'a entrepris aucune initiative pour coordonner la production de données ou atteindre une plus grande harmonisation entre les acteurs, ne serait-ce que pour le rapportage aux institutions européennes.

C'est la raison pour laquelle Myria incite la cellule à promouvoir la coordination, le caractère ciblé et l'amélioration de la production de données concernant le phénomène de la traite des êtres humains et du trafic des êtres humains ainsi que de l'action des pouvoirs publics et de tous les acteurs concernés.